



Genève, le 26 août 2015

SBFI / SEFRI 2 7. AUG. 2015					
	z. K.	z. Ent.		z. K.	z. Ent.
Etat			HBB		
stv. DIR			HS		
GEKO			NFI	X	
KOMM			IFI		
INT			ARF		
BGR			RES		
BIZ					
BGM					

Le Conseil d'Etat
7121-2015

Département fédéral de l'économie,
de la formation et de la recherche DEFR
Monsieur Johann N. Schneider-Ammann
Conseiller fédéral
Secrétariat général
Schwannengasse 2
3003 Berne

COPIE

Concerne : Consultation relative à la loi fédérale sur l'Agence suisse pour l'encouragement de l'innovation (loi relative à Innosuisse, LASEI)

Monsieur le Conseiller fédéral,

Nous nous référons à la consultation citée sous rubrique qui a retenu notre meilleure attention, et vous informons que nous soutenons globalement le projet qui nous est soumis pour autant qu'Innosuisse collabore de façon efficace avec les principaux acteurs opérationnels de l'innovation en Suisse, préalablement identifiés et reconnus selon des modalités à définir.

En effet, en période de difficultés économiques et de restrictions budgétaires, les autorités publiques ne sauraient continuer de subventionner à chaque échelon, le fonctionnement d'institutions autonomes mais ayant des buts similaires, sans s'assurer non seulement de la cohérence mais également de l'efficacité du dispositif dans son ensemble.

De même, l'articulation entre la promotion de la recherche fondamentale et celle de l'innovation devra être clarifiée, tout comme l'articulation entre les instances suisses et européennes.

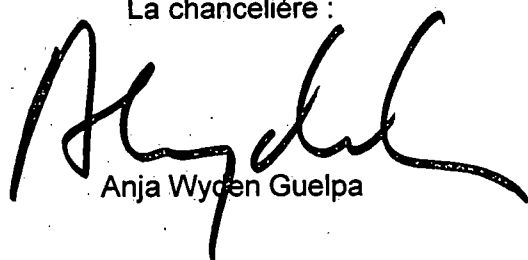
Par ailleurs nous souhaiterions également que soient inscrits dans la loi, les critères de représentativité des milieux économiques et des différents types de hautes écoles en veillant à l'équilibre entre les régions linguistiques et les genres à tous les niveaux de l'organisation (conseil d'administration, conseil de l'innovation et pool d'experts) ainsi qu'à une représentation adéquate des différents domaines du secteur industriel, socio-sanitaire et culturel ainsi que du secteur de la recherche.

Notre prise de position plus détaillée figure en annexe.

En vous remerciant de nous avoir consultés, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Conseiller fédéral, l'expression de notre haute considération.

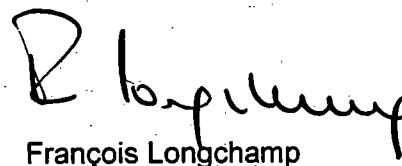
AU NOM DU CONSEIL D'ÉTAT

La chancelière :



Anja Wyden Guelpa

Le président :



François Longchamp

Annexe mentionnée

Copie à : Secrétariat à la formation, à la recherche et à l'innovation
 Madame Magda Spycher
 Cheffe du service juridique recherche et innovation
 Einsteinstrasse 2 - 3003 Berne

ANNEXE

Prise de position détaillée relative au projet de loi fédérale sur l'Agence suisse pour l'encouragement de l'innovation (loi relative à Innosuisse, LASEI)

Généralités

D'une manière générale nous souhaitons qu'Innosuisse collabore de façon efficiente et efficace avec les principaux acteurs opérationnels de l'innovation en Suisse, publics ou semi-publics, non seulement fédéraux (par exemple Swiss Innovation Park ou Swissnex) mais également cantonaux (promotions économiques, incubateurs d'entreprises et parcs technologiques).

De même, il nous semble souhaitable que l'articulation entre la promotion de la recherche fondamentale et celle de l'innovation soit clarifiée, tout comme l'articulation entre les instances suisses et européennes dont Euresearch (particulièrement en ce qui concerne la promotion des petites et moyennes entreprises) ou la Commission européenne (notamment en lien avec le futur European Council for Innovation).

Nous reconnaissons que l'actuelle Commission pour la technologie et l'innovation (CTI) est un acteur-clef de la promotion de l'innovation en Suisse, notamment au vu de la dotation financière dont elle dispose. Toutefois elle n'est qu'un complément aux multiples efforts (académiques et économiques) de divers cantons, dont certains ont su exploiter avec grand succès leur potentiel d'innovation.

Une collaboration entre Cantons et Confédération dans ce domaine crucial pour le futur de la Suisse est donc de la première importance. Dès lors, le projet qui nous est soumis devrait être complété dans ce sens, en s'inspirant davantage du modèle offert par le Fonds national suisse (FNS) et par analogie, baser une partie des activités d'Innosuisse sur les acteurs opérationnels notamment cantonaux, préalablement identifiés et reconnus, selon des modalités à définir.

A noter que l'innovation est généralement le fruit d'un environnement académique et économique local, donc connu des cantons et parfois géré par eux dans une optique *bottom-up*, et que le cloisonnement d'organismes ayant des buts similaires, voire une attitude dirigiste d'Innosuisse, pourraient même s'avérer tout à fait contre-productifs.

Article 1 alinéa 3

Au vu de ce qui précède, et dès lors que les actions d'Innosuisse doivent non seulement être efficaces mais également efficientes et cohérentes avec le dispositif de soutien à l'innovation dans son ensemble, nous proposons de compléter cette disposition par :

³Elle est indépendante dans le choix de ses décisions en matière d'encouragement, *mais collabore étroitement avec les acteurs fédéraux, régionaux et cantonaux de l'innovation en Suisse, préalablement identifiés et reconnus.*

Article 3 alinéa 4

En lien avec ce qui précède *ad* article 3 alinéa 4 ci-dessus, nous proposons de compléter cette disposition par :

⁴Elle encourage, dans son domaine de compétence, l'information sur les programmes *cantonaux, intercantonaux, nationaux et internationaux* ainsi que le dépôt de requêtes.

Article 6 alinéa 1

Nous proposons de compléter cette disposition par :

Il est composé de cinq à sept membres qui connaissent bien le domaine de l'encouragement de l'innovation, tout en veillant à une représentativité adéquate de représentants des milieux économiques, du secteur de la recherche et des différents types de hautes écoles.

En effet, nous souhaitons introduire un critère de représentativité des milieux économiques et des différents types de hautes écoles et d'équilibre des régions linguistiques à tous les niveaux de l'organisation (conseil d'administration, conseil de l'innovation et pool d'experts). Il s'agira également de veiller à un équilibre entre les genres, ainsi qu'une représentation adéquate des différents domaines du secteur industriel, socio-sanitaire et culturel, et du secteur de la recherche.

En outre, dans le sens d'une clarification du profil d'Innosuisse, il nous paraît essentiel que les membres du conseil d'administration et du conseil d'innovation démontrent un lien étroit avec la pratique et les milieux économiques, sociaux-sanitaires et/ou culturels.

Article 6 alinéa 8

En lien avec notre souhait d'efficience globale du dispositif de soutien à l'innovation nous proposons que cet alinéa soit complété d'une lettre aux termes de laquelle le conseil d'administration *édicte, sur proposition du conseil de l'innovation, la procédure de reconnaissance des principaux acteurs opérationnels de l'innovation en Suisse, et en dresse la liste.*

Article 6 alinéa 8 lettre a

Nous suggérons que la possibilité offerte au conseil d'administration de prévoir dans le règlement d'organisation une subdivision en domaines d'encouragement dotés de droits de décision, soit inscrite dans la loi et que ces différents domaines d'encouragement soient également représentés au sein du conseil de l'innovation.

Article 6 alinéa 8 lettres j.2 et k, article 8 alinéas 6 et 9

Par souci de transparence, d'efficacité et d'équité, nous souhaitons que la procédure de nomination et de constitution du pool d'experts soit définie dans ses grandes lignes au niveau de la loi.

La procédure de nomination des experts en vigueur au FNS pourrait être prise comme modèle et il doit notamment être possible de poser sa candidature au pool d'experts. La procédure doit également permettre de veiller à la représentativité des différentes régions linguistiques, milieux économiques et types de hautes écoles au sein du pool d'experts.

Article 8 alinéas 2 et 3

En lien avec ce qui est mentionnés ci-dessus *ad* article 6 alinéa 8 lettre a, nous proposons de compléter cette disposition par :

²Le conseil de l'innovation comprend 25 membres au plus. *Il inclut au moins 2 membres de chaque domaine d'encouragement.*

En outre, s'agissant plus particulièrement de l'alinéa 3, nous relevons que la référence aux compétences « scientifiques » des membres nous paraît trop générale et pourrait faire inclure des profils liés à la recherche fondamentale, éloignée de la mission d'Innosuisse. Nous proposons ainsi la référence spécifique à la recherche appliquée et au développement suivante :

³Les membres du conseil de l'innovation sont choisis en fonction *de leurs compétences dans la recherche appliquée et le développement, de leurs liens avec la pratique et avec l'économie, ainsi que de leurs connaissances des problèmes de société.*

Article 8 alinéa 8

En lien avec ce qui est mentionné ci-dessus *ad* article 6 alinéa 8, nous proposons que cet alinéa soit complété d'une lettre aux termes de laquelle le conseil de l'innovation *propose au conseil d'administration, une procédure de reconnaissance des principaux acteurs opérationnels de l'innovation en Suisse, et en dresse la liste.*

Article 21 lettres a et b

Nous suggérons de préciser dans ces dispositions que le conseil d'administration détermine dans l'ordonnance sur les contributions la procédure de traitement des demandes d'encouragement (critères d'évaluation et obligation de motiver dûment les motifs de refus d'une demande). Dans une perspective d'équité et de qualité scientifique, il est central que les critères d'évaluation et les motifs de refus soient transparents et clairement énoncés.

Article 22

Nous proposons de supprimer toute idée de restitution à Innosuisse (ou participation au bénéfice en cas d'exploitation commerciale), de nature à grever son attractivité et à favoriser cette institution par rapport à d'autres, notamment cantonales, ayant par exemple collaboré au soutien des projets concernés.

Article 25

Nous proposons de supprimer cette disposition, dont la mise en application risque de détourner Innosuisse de sa mission principale qui consiste à encourager l'innovation alors que ses ressources en personnel ne sont pas illimitées.

Par ailleurs d'autres acteurs en Suisse, tant publics que privés, proposent déjà de telles prestations consistant à évaluer des projets, qu'il ne nous semble pas opportun de répliquer.

L'article 19 du projet sous revue, devra être modifié en conséquence.

Loi fédérale du 14 décembre 2012 sur l'encouragement de la recherche et de l'innovation (LERI)

Article 22

Bien que nous soyons favorables à un financement additionnel pour ce nouvel instrument d'encouragement (chap. 3.1 et 5.5 du rapport explicatif), nous considérons qu'un tel financement ne doit pas être un obstacle à la mise en place de l'instrument. Cas échéant, tout ou partie de ce financement additionnel pourrait être pris sur le financement de projets.

S'agissant des modalités de mise en œuvre, nous pouvons nous rallier à la limitation de la durée des bourses à trois ans, dans la mesure où elle permet une différenciation claire avec

une formation doctorale. Une clause d'exception pourrait toutefois être envisagée dans des cas justifiés.

Article 23

Le montant et le mode de calculs des *overheads* seront également un point important pour les hautes écoles. Il sera important de tenir compte de différentes réalités de financement entre hautes écoles universitaires et hautes écoles spécialisées, afin d'assurer une équité de traitement.

Dès lors nous demandons à ce que les principes de calculs des contributions, édictés par le Conseil fédéral, fassent l'objet d'une consultation préalable des acteurs concernés.